

La Fondation Béati est une organisation désireuse de contribuer à bâtir une société inclusive, démocratique, solidaire et pluraliste, fondée sur le bien commun et la participation de l'ensemble de ses citoyens et citoyennes, ouverte aux aspirations spirituelles et au partage des diverses expériences religieuses. Au cœur de sa mission, la lutte à la pauvreté et à l'exclusion sociale.

L'analyse qui suit tentera de jeter un regard actualisé¹ sur la situation sociale et ecclésiale qui prévaut en 2010 au Québec. Elle est le fruit d'une démarche collective de réflexion ayant regroupé des intervenantEs communautaires, des intervenantEs d'organismes chrétiens, des membres impliqués au sein des instances de la Fondation (conseil d'administration et comité de sélection des projets) et l'équipe de la permanence.²

Loin de prétendre être exhaustive, cette lecture plurielle de la réalité tente de broser un tableau à grands traits du paysage dans lequel nous évoluons et de cibler quelques éléments de conjoncture significatifs des déplacements survenus dans les dernières années, en vue d'inspirer la Fondation sur les voies à privilégier pour les prochaines années dans le volet social et pastoral. Cette lecture s'inspire notamment de la connaissance-terrain qu'ont permis les projets soutenus depuis 5 ans par la Fondation.

Dans le texte qui suit, la première section est consacrée à la conjoncture sociale québécoise, portant notamment sur les sphères économique, politique et sociale, la pauvreté, l'action communautaire et les régions. La section suivante fait état des dimensions spirituelle et religieuse : la quête de sens contemporaine, l'Église institutionnelle, le pluralisme, l'œcuménisme et le milieu chrétien socialement engagé.

TABLE DES MATIÈRES

TABLE DES MATIÈRES	2
LA CONJONCTURE SOCIALE	3
Quelques tendances fortes	3
Le climat économique et politique.....	3
La diversité culturelle	4
L'isolement	4
Le monde de l'information.....	4
La croissance des inégalités, de la pauvreté et des exclusions	5
Des déficits démocratiques et des atteintes à la citoyenneté	5
Des mobilisations citoyennes.....	6
Le milieu communautaire	6
Les mouvements sociaux : paradoxes, tensions et nouveauté	6
Les pratiques	7
Les régions du Québec	7
LA CONJONCTURE ECCLÉSIALE	9
La recherche de sens contemporaine	9
Chemins multiples	9
Le besoin d'un « nous ».....	10
Inscrire la durée et la continuité	10
Pluralisme religieux et eocuménisme	11
L'église institutionnelle	11
Le courant progressiste et engagé	12
Les lieux et réseaux de militance chrétienne.....	12
Relecture et transmission	12
La relève.....	13
Conclusion.....	14

LA CONJONCTURE SOCIALE

Quelques tendances fortes

Le tableau québécois tel que nous le dépeignons ici et les tendances qui s'en dégagent s'insèrent dans une toile de fond désormais mondialisée. Qu'on parle d'économie, de courants idéologiques ou politiques, de circulation d'informations, d'appauvrissement ou de valeurs dominantes, les manifestations locales sont le fruit d'influences complexes et multiples dépassant largement nos frontières. Puisque le territoire d'intervention de Béati est québécois, le présent document propose une lecture de la réalité québécoise, tout en sachant que cette dernière s'enracine dans des mouvements beaucoup plus larges et qu'elle en est, à bien des égards, tributaire.

Le climat économique et politique

Toutes les sphères de la société québécoise sont aujourd'hui marquées par le capitalisme et la prédominance qu'il accorde à la croissance économique et à l'individualisme. Les questions sociales de l'heure, telles que les gaz de schiste et la privatisation des services publics, sont abordées par nos gouvernements sous l'angle de la productivité économique, le plus souvent au détriment du bien commun. Notre modèle de croissance néolibérale s'accompagne d'une remise en question du rôle de l'État, notamment de l'État-Providence, sacrifiant le « public » au « privé », et menace désormais le filet social que sont les services publics universels, issus de la Révolution tranquille³, accessibles pour tous et toutes et financés collectivement.

De son côté, l'actualité politique faisant état, semaine après semaine, d'allégations de fraudes, de corruption ou de mauvaise gouvernance, témoigne d'une crise des institutions publiques et politiques, laissant place à la méfiance et au désabusement d'une large part de la société civile. Cette perte de crédibilité des institutions québécoises semble laisser un vide de référents collectifs. L'impression générale se dégageant de l'état des lieux en est une de fragmentation sociale où les repères communs se font de plus en plus rares. On estime que dans un passé encore récent, l'institution catholique procurait à la majorité des Québécois et Québécoises une identité commune. De même, la révolution tranquille et ses projets avait fortement canalisé les idées et les énergies de tous et toutes, et des options politiques claires, souverainistes ou fédéralistes, dynamisaient des franges significatives de la population.

Le climat actuel est plutôt marqué par une absence de vision commune ou d'un projet de société qui pourrait rallier les Québécois et les Québécoises. Jacques Grand'Maison, sociologue et théologien bien connu, a maintes fois soulevé la question de comment vont se recomposer les grandes valeurs qui nous ralliaient jadis? Comment allons-nous recréer des « nœuds » qui auront une valeur rassembleuse?

Cette conjoncture coïncide avec l'émergence d'une radicalisation des positions politiques. La droite et les tendances conservatrices diverses s'organisent de plus en plus (ex. : le Réseau liberté Québec, faisant écho au Tea Party étasunien). Elles sont présentes dans plusieurs secteurs de la vie collective : politique, social, religieux. Elles réclament un démantèlement encore plus grand des acquis collectifs et de l'État, déjà pourtant extrêmement fragilisé. La gauche quant à elle s'oppose ouvertement aux choix sociaux et politiques des élus en place (cf. les avancées récentes du parti Québec Solidaire, la pétition exigeant la démission de Jean

Charest⁴, etc.), et tente de proposer des alternatives favorisant la solidarité, l'équité et un développement durable, en réaction à l'économie triomphante. Ce faisant, elle cherche les voies d'un discours qui pourrait rallier de façon permanente et au-delà d'une base déjà acquise.

La diversité culturelle

La société québécoise se doit aussi de composer avec une diversité culturelle de plus en plus importante, composante significative de la réalité sociale actuelle. Nous constatons cependant que cette diversité ne se vit pas toujours dans des rapports d'ouverture et de confiance face à la culture de l'autre. Et bien que partageant le même espace, un malaise ou une méfiance semble subsister chez les Québécois d'origine francophone vis-à-vis des cultures plus éloignées de leurs repères habituels, posant certainement un défi au niveau du vivre-ensemble. Ce défi a d'ailleurs été mis au jour dans un passé récent par les travaux de la Commission Bouchard Taylor sur les accommodements raisonnables.

Cette diversité culturelle interpelle la société : comment s'approprier mutuellement, mieux se connaître et créer des milieux de vie où la diversité culturelle soit vécue comme une richesse? Elle pose aussi des enjeux de justice sociale importants, alors que pauvreté, chômage et non reconnaissance frappent davantage les personnes issues de l'immigration.

L'isolement

La solitude profonde ou l'isolement social rencontré chez bon nombre de personnes fréquentant nos organismes et organisations, de même qu'un grand besoin de se dire et d'être entendus, constituent des caractéristiques du tissu social québécois.

Nous pensons que des efforts particuliers devraient être investis pour recréer des liens au sein de nos communautés et ainsi contribuer au bien-être collectif. Dans son document d'analyse sociale, Centraide avait évoqué la déqualification sociale comme nouvel enjeu de pauvreté: des individus se trouvent démunis quant aux possibilités de nouer des rapports humains, des jeunes parents ne savent pas qu'il faut parler leur son enfant en bas âge, etc. Une crise fondamentale de transmission fait jour, lorsque les relations primaires sont défaites, déstructurées⁵. Au-delà de l'appauvrissement économique dont nous parlerons plus loin, cette déqualification sociale traverse en fait l'ensemble des classes sociales et représente un appauvrissement collectif important, influençant la sensibilité à l'autre, la conscience sociale et les valeurs collectives.

Le monde de l'information

À l'échelle de la planète, les médias sociaux (facebook, twitter, etc.) ont connu dans les dernières années un développement fulgurant et occupent maintenant une place importante dans le monde de l'information, dans le mode de vie d'un grand nombre de personnes et plus spécialement, dans l'univers des générations les plus jeunes. La mondialisation de l'information nous semble contribuer à une mutation de notre société, où la culture, les valeurs sont plurielles et éclatées.

En même temps, cette transformation rapide de l'information et de ses modes de transmission influence les rapports sociaux et contient un potentiel d'influence dont on commence à peine à saisir l'ampleur, tant pour les acteurs sociaux que pour les citoyens. Appels à des mobilisations, transmission quasi-instantanée de l'information, possibilité de joindre simultanément plusieurs organisations ou mouvements par un militantisme à distance (virtuel), interaction entre les

citoyens par le Web 2.0, capacité d'influencer le contenu de l'information et sa diffusion, diversification des points de vue sur une même question, création de réseaux sociaux autour d'affinités et d'intérêts communs, voilà quelques exemples des nouvelles voies ouvertes par l'univers du web et des outils technologiques – comme le téléphone intelligent - maintenant à notre disposition.

La croissance des inégalités, de la pauvreté et des exclusions

La fragmentation sociale et politique s'accompagne d'un clivage économique grandissant entre les classes sociales, coïncidant avec la logique marchande. Les politiques actuelles mises de l'avant par nos gouvernements, loin de contribuer à une redistribution équitable des richesses, favorisent plutôt une re-concentration de la richesse dans les mains de quelques uns. Il se produit en quelque sorte un retour en arrière après les gains de redistribution réalisés entre 1950 et 1980. Par exemple, la nouvelle cotisation individuelle pour les soins de santé compensera simplement les coûts associés aux hausses salariales de certains professionnels déjà privilégiés. En d'autres termes, un transfert des ressources s'effectue, selon une logique obéissant à des valeurs de réussite individuelle, des plus pauvres vers les plus riches, creusant un fossé de plus en plus insurmontable.

Très concrètement, la pauvreté au Québec touche principalement les personnes seules – des hommes dans 7 cas sur 10 – et les familles monoparentales – principalement dirigées par les femmes: en 2008, ces deux groupes totalisaient 89% des ménages recevant de l'aide sociale.⁶ Mais, fait inquiétant, on remarque aussi l'apparition de nouvelles catégories de pauvres : des salariés dont le travail au salaire minimum ou à temps partiel ne leur permet plus de rencontrer les dépenses essentielles et qui doivent fréquenter les banques alimentaires et autres ressources d'aide. De même, de plus en plus de personnes faisant appel à de l'aide de dernier recours y sont contraintes à cause de difficultés personnelles, et non pas suite à la perte d'un emploi, ce qui rend plus complexe et moins évidente la sortie du cercle vicieux de l'assistance.

Aujourd'hui, chez les personnes subissant la pauvreté, les effets sont observables dans l'intégrité physique même des personnes : problèmes de santé mentale, non accès à certains soins visant l'autonomie physique, prostitution et itinérance, etc.

Et bien que l'on puisse noter certaines avancées en termes de lutte à la pauvreté, ces progrès restent inégaux et fragiles.⁷ Pour les familles, certains gains sont observables. Ceci dit, le revenu familial du quintile le plus pauvre ne couvre toujours pas les besoins de base selon la mesure du panier de consommation (MPC)⁸. De même, on constate globalement une plus grande précarité pour la classe moyenne, les petits salariés et les personnes seules.

Chez les jeunes, les catégorisations de classes sont frappantes : d'un côté, on retrouve une classe favorisée, souvent assez instruite et ayant voyagé, sensible aux enjeux planétaires et très « branchée » sur le net, tandis que de l'autre côté, on retrouve une classe très défavorisée de jeunes décrocheurs, possiblement promis à l'analphabétisme.

À la pauvreté s'ajoute donc une augmentation des inégalités, source d'exclusion.

Des déficits démocratiques et des atteintes à la citoyenneté

L'exercice de la citoyenneté est certainement affecté par la pauvreté. En effet, il peut être difficile d'être considéré comme citoyen à part entière lorsqu'on vit la pauvreté : le jugement moral

semble prendre plus facilement la place du jugement sur les faits. D'autre part, quand une personne a faim, c'est la subsistance qui prime et elle possède certainement moins d'énergie pour se faire entendre au conseil d'arrondissement! Et qui plus est, la pauvreté reste un empêchement à l'exercice effectif des droits économiques, sociaux et culturels, de même qu'à celui, dans plusieurs cas, des droits civils et politiques.

Cette vision trahit une désolidarisation d'ailleurs audible à l'antenne de certains médias qui tolèrent des propos méprisants à l'égard de personnes vivant la pauvreté. Nous avons l'impression qu'une vision de la citoyenneté axée sur la défense des individus prend le pas sur celle faisant davantage référence au besoin de « faire partie du monde », d'une collectivité.

Des mobilisations citoyennes

Contre toute attente, dans un tel climat politique et social, une partie importante de la société civile se mobilise autour de questions sociales qu'elle juge importante de défendre et d'amener sur la place publique, telles les mobilisations citoyennes sur le gaz de schiste ou la manifestation anti G20. Ces mobilisations collectives contrastent avec une perception répandue de passivité citoyenne, d'un désengagement politique généralisé, lequel témoignerait d'une attitude de consommateurs plus que de citoyens. Ces regroupements se mettent sur pied au gré des dossiers suscités par l'actualité. Situés souvent en marge des institutions, ils n'ont cependant pas la prétention de s'inscrire dans la durée et la continuité.

Branchées sur le monde et nourries de manière constante par les informations fournies par les médias traditionnels et sociaux, les générations les plus jeunes sont de leur côté plus sensibles aux questions environnementales et internationales. Des jeunes s'impliquent volontiers dans ces enjeux sociaux. Ces engagements font la fierté des jeunes et expriment leur désir de contribuer à l'émergence d'un développement durable et destiné à tous les peuples. À l'instar des mobilisations mentionnées précédemment, cette implication revêt le plus souvent un caractère événementiel.

Le milieu communautaire

Les mouvements sociaux : paradoxes, tensions et nouveauté

Dans un tel contexte, les rapports que les citoyenNEs entretiennent avec les mouvements sociaux traditionnels sont en tension et leur légitimité est plus facilement remise en cause. La mobilisation semble s'attacher dorénavant davantage à des enjeux à la pièce et se manifester de façon ponctuelle et circonstancielle plutôt que sur la base d'un projet commun. Par ailleurs, de nouveaux mouvements sociaux, comme celui de l'altermondialisme, attire entre autre beaucoup les jeunes.

Ce qui demeure préoccupant réside dans la capacité de ces mouvements à construire, voire solidifier la société civile. Heureusement, certains d'entre eux comme celui de la Marche mondiale des femmes⁹ ou du Collectif pour un Québec sans pauvreté ont su s'inscrire dans le temps et faire preuve d'un leadership d'influence. Aujourd'hui, l'existence d'une loi québécoise visant « un Québec sans pauvreté » représente un acquis dont toute la société peut se réjouir, malgré des plans d'action ne faisant pas l'unanimité. De plus, cette démarche collective a permis une confrontation plus serrée des mesures proposées par l'État, via le Comité consultatif contre la pauvreté et l'exclusion, puisque cette instance porte la voix de personnes en situation de pauvreté.

On peut aussi se réjouir de voir se former des fronts communs sur des questions fondamentales, telles que la défense des droits, comme cela a été le cas récemment pour la coalition « Pas de démocratie sans voix ».

Les pratiques

Sur le terrain des pratiques, plusieurs groupes communautaires sont confrontés à des pressions qui les contraignent à déléster l'action pour la justice et le travail de conscientisation, en faveur de la prestation de services délaissés par l'État, en lieu et place de celui-ci. Ces pressions viennent autant du milieu - avec un alourdissement des problématiques -, que des bailleurs de fonds finançant en priorité des activités de nature autre que celles mettant de l'avant l'éducation populaire et la participation citoyenne.

On note également chez les intervenants sociaux de la nouvelle génération une tendance à privilégier l'intervention individuelle, laquelle semble refléter une nouvelle culture communautaire en émergence, davantage porteuse de valeurs individuelles.

En parallèle, l'univers du financement des groupes se complexifie : l'augmentation du nombre de fondations privées sur le terrain et la diminution du soutien des communautés religieuses posent de nouveaux défis.

Plusieurs modes d'organisation et des lieux d'implication diversifiés composent le paysage, rejoignant des populations différentes. Par exemple, dans certains quartiers de Montréal, les personnes immigrantes vont être attirées par des activités communautaires, alors que la prestation de services rejoint davantage une population isolée de Québécois de souche. La nouvelle génération explore quant à elle de nouvelles formes d'autogestion, dont le Santropol à Montréal et le Café l'Agitée à Québec représentent des exemples parlants.

Une certaine recherche, qu'on pourrait associer aux questions du vivre-ensemble et du projet de société, est aussi en cours. Des tentent de « refaire le village » sur une base territoriale (revitalisation, développement local) ou encore via un mouvement de réappropriation des principes de l'éducation populaire.

Les régions du Québec

Depuis plusieurs années, on parle du problème de dévitalisation des régions. On explique ce phénomène par des causes structurelles, tels le vieillissement de la population et l'exode des jeunes, ou encore par des causes conjoncturelles, comme la fermeture d'une usine.

L'Institut de la statistique du Québec a fait état des effets de la crise économique de 2008 sur les régions¹⁰. Le constat qui s'en dégage met en lumière une grande disparité entre les régions et nous fait voir qu'en général, l'impact a été beaucoup plus important pour les régions éloignées des grandes villes.

Mais au-delà de cette analyse, force est de constater que les enjeux réels sont politiques et sont liés à l'autonomie des gouvernements locaux sur la gestion de leur territoire et de leurs ressources. Trop souvent, le développement des régions bénéficie d'un soutien financier étatique limité et établi selon des priorités gouvernementales. De plus, les concertations locales

rassemblent peu de citoyens en dehors des réseaux organisés, alors qu'une implication large est nécessaire pour avoir des impacts structurants. Les leaderships de revitalisation intégrée des localités sont notamment souvent assumés par les élus locaux et certaines structures publiques, privilégiant une participation plus consultative de la population, ne favorisent pas une réelle appropriation citoyenne.

Bien sûr, à l'image de la société dépeinte plus haut dans ses contours pluriels, les régions sont aussi appelées à tisser la trame du vivre-ensemble avec une population moins homogène.

LA CONJONCTURE ECCLÉSIALE

La recherche de sens contemporaine:

À quoi ressemble la recherche de sens en 2010 et pouvons-nous en dégager quelques traits qui la caractérisent?

Chemins multiples :

La recherche de sens contemporaine est sans aucun doute plurielle et multiforme. Ayant perçu les vérités déclinées par l'institution ecclésiale comme un contrôle sur ce qui devait être pensé et fait, les individus de la génération des baby-boomers qui ressentent le besoin d'entreprendre une démarche de quête de sens sont explorateurs et font souvent route en solitaire. Ils adoptent une attitude de liberté et d'autonomie face à l'institution ecclésiale et à ses lieux d'expression traditionnels que sont les paroisses.

Pour les plus jeunes générations, la référence à la tradition chrétienne est majoritairement inexistante¹¹. Certes, les rites de passage et grandes fêtes demeurent fréquentés, même par les jeunes adultes, et l'immigration provenant de l'Amérique du Sud notamment maintient un certain niveau d'appartenance catholique. Les nouveaux projets catéchétiques rapatriés dans les paroisses depuis la laïcisation scolaire mobilisent des familles et des milliers d'enfants et de jeunes adolescents. Vingt-quatre communautés ethniques (40 paroisses) pratiquent leur foi dans leur langue dans le diocèse de Montréal. Toutefois, les pratiques chrétiennes plus critiques et engagées, de même que les appartenances aux mouvements sont en déclin chez les adolescents, les jeunes adultes et les adultes. Depuis 2000, la laïcisation des structures scolaires, ainsi que la redéfinition du service de pastorale et de l'enseignement religieux dans les écoles a eu à cet égard un impact considérable. On pourra arguer que les itinéraires de foi sont plus volontaires et qualitatifs, que quantitatifs.

Le plus souvent, l'expérience spirituelle ou la recherche de sens trouve son point de départ dans des expériences humaines marquantes ou des passages vécus par les individus qui cherchent alors à leur donner un sens : séparation amoureuse, expérience de coopération internationale, situations d'injustice, destruction de l'environnement, choix de carrière ou perte d'emploi, deuil, naissance d'un enfant, etc. Le cheminement personnel semble en quête d'un élément d'intégration et d'unification de la vie; il exprime le besoin de donner un sens à son existence et de se retrouver soi-même dans son identité ou sa mission.

Les personnes qui se mettent en quête de transcendance se font proposer une multitude d'avenues : écoles de méditation, sessions de développement personnel, lectures spirituelles, traditions religieuses diverses, militances diverses, etc., et plus récemment, la redécouverte de la philosophie et l'accompagnement philosophique¹². Pourrait-on avancer que ce qui caractérise nos sociétés, c'est moins le vide de sens que l'ampleur de sa diversité? À l'instar de la diversité culturelle du tissu social, on trouve diversité et pluralité là-aussi, ce qui permet d'affirmer que le religieux institutionnel n'a plus le monopole de la vérité et des valeurs qui donnent du sens. Plusieurs chercheurs et chercheuses de sens trouvent des raisons de vivre qui ne s'appellent pas Dieu. La transcendance s'explore de multiples façons et renforce les options plus individuelles à cet égard.

Dans cette foulée, plusieurs projets soutenus par Béati ces dernières années ont opté pour une action pastorale axée sur l'accompagnement des personnes dans la recherche de sens, dans le respect de cette diversité : la Pastorale de rue de Breakeyville, l'accompagnement spirituel des personnes malades à Chicoutimi, Le Pèlerin, Centre d'accompagnement spirituel, Chemins de vie, etc.

Le besoin d'un « nous »

On a l'impression que la quête spirituelle contemporaine se vit le plus souvent de manière individuelle, en opposition avec la nécessaire ouverture à l'autre et à sa transcendance propre. En milieu chrétien, la proposition de lieux collectifs, d'espaces communautaires propices à creuser le sens, à le vivre en communauté, là où on se relie aux autres, est plutôt rare et semble être la pierre manquante. Si la communauté est importante comme lieu de fabrication et d'intégration du sens individuel, elle l'est aussi comme lieu d'incarnation de la quête du vivre-ensemble collectif. Ainsi, un va-et-vient est nécessaire entre le dévoilement du sens par la parole et les engagements concrets où ces valeurs sont mises en œuvre au sein d'une communauté de proximité ou plus large.

Ce manque d'espaces communautaires vivants et signifiants est ressenti et vécu au sein même de nos structures de rassemblements chrétiens que sont les paroisses. La majorité des chrétiens qui continuent de fréquenter les paroisses se croisent l'espace d'une messe et se quittent jusqu'à la prochaine fois. Peut-on parler de communautés réelles, qui partagent « la prière fraternelle, la vie en commun et le pain? ». ¹³

En marge de la tendance dominante, le besoin de lieux ouverts et respectueux, propices à l'expression du vécu humain et spirituel, demeure réel et plusieurs personnes cherchent consciemment un groupe d'appartenance où ils pourront trouver respect et liberté, et partager avec d'autres leur recherche de sens et de solidarité ¹⁴.

Inscrire la durée et la continuité

Performance et consommation sont intimement liées au mode de vie néolibéral dans lequel nous évoluons. De même, l'arrivée massive des médias sociaux et d'internet, favorisant l'instantanéité et l'immédiateté ¹⁵, ne soutiennent pas spontanément l'engagement dans la durée.

Le rythme de la vie moderne ¹⁶ modifie de manière importante notre rapport au temps et notre capacité de s'investir à long terme, même dans des domaines où l'on affirme qu'ils nous tiennent à cœur. Au Centre Justice et Foi, une démarche réalisée avec des jeunes de 30 ans et plus met en évidence la cohabitation entre un désir profond de trouver des moments et des lieux pour approfondir le sens de leurs engagements et la difficulté, voire l'incapacité, à dégager du temps pour répondre à ce besoin. Cette expérience illustre bien la difficulté, dans le rythme trépidant de la vie moderne, de trouver du temps à investir dans la sphère spirituelle, alors qu'il s'agit d'un volet de l'existence empreint de gratuité et de non productivité. Il faut choisir et décider d'y consacrer temps et énergies pour alimenter le sens de notre existence et de nos engagements. Il y a là une contradiction difficile à résoudre qui demande de chercher à créer un environnement et des conditions concrètes qui favorisent l'engagement dans la durée, tout en tenant compte des contraintes réelles de temps.

Pluralisme religieux et œcuménisme:

Le texte d'analyse de la conjoncture ecclésiale produit par la Fondation Béati en 2005¹⁷ mentionnait la récente mise sur pied d'un réseau œcuménique regroupant une quarantaine d'organismes chrétiens engagés dans des initiatives liées à la justice, à l'environnement et à la paix, le Réseau œcuménique Justice et Paix (ROJeP). Encore active en 2010, cette percée œcuménique audacieuse n'est pas la seule et des ponts continuent de se créer entre les églises chrétiennes.

Bien que la question linguistique soit un frein réel au développement d'initiatives concrètes œcuméniques au Québec, du nouveau émerge en ce sens depuis les dernières années. En effet, depuis 2008, la Fondation Béati a reçu et soutenu 2 projets cherchant à développer, dans une perspective œcuménique, des actions portées par des comités alliant des leaders religieux de confessions diverses¹⁸ ou destinées à des églises de confessions chrétiennes protestantes et catholiques¹⁹. Les bilans de ces réalisations sont très positifs et créent une synergie intéressante entre les communautés chrétiennes.

D'autres expériences interreligieuses existent aussi : la Caravane de la Paix, dans le quartier Parc-Extension, l'organisme Religions pour la Paix, la Nuit de la Spiritualité organisée à Québec, etc., sans compter les organismes dont l'intervention se destine à accompagner la recherche spirituelle, quelle que soit son attache, dont Chemins de Vie à Longueuil et le Centre Victor-Lelièvre à Québec.

Ces tentatives de liens entre chrétiens et plus largement avec des croyants de toutes religions, bien que marginales et fragiles, sont souhaitables pour l'ouverture dont elles font preuve et la cohérence d'avec le message qu'elles prônent.

L'église institutionnelle :

Dans la continuité de ce qui était relevé en 2005²⁰, les communautés chrétiennes paroissiales continuent en 2010 d'investir la plus grande part de leur énergie à préparer et animer la catéchèse sacramentelle (baptêmes, première communion, confirmation et mariage), et ce, malgré une diminution accélérée de la pratique religieuse dans la dernière décennie.²¹ En ce sens, des groupes membres du Réseau œcuménique Justice et Paix observent « une *résistance des communautés à l'engagement social et politique*, (...) une diminution du nombre de personnes intéressées par les enjeux sociaux », de même qu'une « concentration des ressources du côté de la catéchèse, de la liturgie et de la pastorale sacramentelle », signe du « retour d'un 'paradigme théologique' défavorable : celui d'une césure entre l'Église et le monde. »²²

Pour sa part l'Église institutionnelle apparaît en 2010 de plus en plus campée dans des positions doctrinales traditionnelles, creusant ainsi le fossé entre les valeurs qu'elle prône et la modernité. Ainsi, l'arrivée de Benoît XVI au pontificat²³, les déclarations de Mgr Ouellet sur l'avortement²⁴ nous font voir une institution insistant plus que jamais sur des positions doctrinales, « beaucoup plus connue par les prises de position de la hiérarchie que par sa capacité à lire les signes des temps »²⁵. Il est notable de n'entendre sur la place publique que des paroles d'évêques, et de certains évêques.

La vision conciliaire portée par Vatican II, qui avait mis l'accent sur une Église Peuple de Dieu, ouverte sur le monde et insérée dans les enjeux humains de notre temps, a subi un recul important au sein de l'institution ecclésiale. La convergence de plusieurs facteurs contribue à ce

fait : une sécularisation qui fait reporter tous les coûts pastoraux sur les contributions volontaires des fidèles, le recentrement sur la catéchèse et les missions premières de l'Église, le vieillissement des effectifs permanents, l'insistance sur l'identité catholique.

Tant et si bien que le courant de militance chrétienne progressiste, qui déjà se situait en marge de l'institution,²⁶ ne se reconnaît simplement plus dans les options privilégiées par l'Église institutionnelle et plus que jamais, se sent orphelin. En parallèle, les réseaux de religieux et religieuses extrêmement actifs sont invisibles, discrets, comme le sont les réseaux sociaux de chrétiens, dont la spécificité chrétienne n'est plus très claire au sein des autres mouvements. Le point suivant en traite plus en détail.

Le courant progressiste et engagé :

Les lieux et réseaux de militance chrétienne :

En 2010, quel est l'état des organismes, communautés et groupes chrétiens engagés dans les enjeux sociaux de leur milieu? Comme nous venons de le signaler, au sein de l'Église institutionnelle, ces groupes sont de plus en plus minoritaires: quelques services de pastorale sociale rattachés aux diocèses québécois tiennent le phare et portent courageusement le flambeau d'une foi socialement engagée. De même, les communautés religieuses continuent, en fidélité avec leur mission d'origine, de s'impliquer dans des œuvres sociales, dont certaines qu'elles avaient jadis initiées.

Cependant, le vieillissement important de ces mêmes communautés religieuses au Québec a pour conséquence des changements rapides dans leur configuration : diminution visible des forces vives, transfert des œuvres sociales initiées par les communautés elles-mêmes à un leadership laïc²⁷, diminution de la capacité des communautés religieuses à financer ces œuvres et retrait progressif – parfois accéléré - du soutien financier.

Du côté des mouvements d'action catholique (JEC, JOC, MTC) et d'autres mouvements-jeunesse, le financement représente aussi un problème et un défi. Ces mouvements sont maintenant confrontés à une baisse importante et rapide du financement provenant des instances ecclésiales. Alors que ces mouvements ont historiquement grandement contribué à la visibilité de la doctrine sociale de l'Église et à son ancrage populaire dans les milieux chrétiens, le manque de ressources compromet désormais leur capacité à poursuivre le déploiement de leur action.

Relecture et transmission :

Outre le financement, plusieurs groupes et organismes chrétiens ressentent un besoin urgent de relire et d'actualiser le volet chrétien de leur intervention dans le contexte de laïcisation de la société québécoise. Ainsi, dans les 5 dernières années, la Fondation a soutenu plusieurs démarches de relecture entreprises par des organismes d'inspiration chrétienne²⁸ qui souhaitent voir plus clairement en quoi leur mission spécifiquement chrétienne peut conserver une pertinence aujourd'hui, dans quelle optique et à quelles conditions? Ces démarches s'inscrivent dans un effort nécessaire de retraduction et d'inculturation du caractère chrétien de ces groupes et organismes.

Ainsi, au terme de cette démarche, certains choisissent de délaisser le « spécifique chrétien » tout en conservant certaines valeurs de fond promues par le christianisme social, comme la solidarité, la quête de justice et la poursuite du bien commun. À titre d'exemple, le CPRF (Carrefour de Participation, Ressourcement et Formation) a développé dans les dernières années des sessions destinées à faire nommer le « souffle » et le sens inscrits au cœur de la militance sociale.

Derrière ces démarches se dessine le défi de la transmission d'un héritage pour les générations d'aujourd'hui et de demain. Devant la fragilisation des organismes et groupes chrétiens engagés socialement et l'imminence de la disparition de certains d'entre eux, la question de l'héritage à transmettre du patrimoine chrétien et de ceux et celles qui l'ont incarné se pose. Qu'est-ce qui est central et important? Qu'est-ce qui doit demeurer dans notre mémoire collective pour éclairer non seulement le passé et ses origines, mais aussi des valeurs de solidarité, de critique des structures produisant l'injustice et d'attention à ceux et celles que le système actuel exclue. Ces valeurs, inscrites de manière importante dans les mobilisations collectives actuelles, sont issues en bonne partie de notre passé et héritage chrétien²⁹.

Qu'est-ce qui vaut la peine d'être légué, mais encore comment le faire et avec quel langage? Dans les milieux chrétiens, on a l'impression de ne plus avoir un langage accessible pour dire et partager ce qui constitue la spiritualité chrétienne et l'actualité du message de l'Évangile. Dans les milieux chrétiens engagés, quelques essais ont tenté dans les dernières années de mettre en mots la spiritualité sous-jacente à l'engagement social chrétien, tels que Oser le dire, prières de vie et d'engagement, Libérez l'avenir, prières de solidarité, une lettre annuelle publiée à l'occasion du 1^{er} mai par le Mouvement des travailleurs chrétiens. Le Centre Culturel Chrétien, dont la mission est d'actualiser l'Évangile et l'héritage chrétien dans la société québécoise, et le Centre justice et foi, centre d'analyse sociale, se sont attaqués à cette tâche difficile de l'intégration entre christianisme et société moderne. Mais pour la plupart des militants chrétiens, le choix qui a été fait dans la dernière décennie de se solidariser en participant aux luttes sociales initiées par le mouvement communautaire et plus récemment, aux mobilisations de la société civile, les ont amenés à agir plutôt qu'à dire. D'où pourrait-on dire une « crise du langage » vécue par nombre de chrétiens qui modifie la prise de parole et interpelle l'identité personnelle ou collective.

Cette position est paradoxale, puisque les courants de théologie de la libération ont fleuri depuis les années 1970, dont la théologie contextuelle notamment. On peut se poser la question suivante : cette crise est-elle celle du langage, ou plutôt celle du tabou religieux qui pèse sur la société québécoise? D'autres sociétés voient beaucoup plus positivement le fait d'exprimer publiquement une foi, et de l'intégrer aux actions quotidiennes et collectives.

Dans les réseaux de militance chrétienne, le besoin de lieux d'analyse sociale et théologique a été clairement exprimé par les groupes membres du ROJeP³⁰, de même qu'est ressenti le besoin de lieux de réseautage aptes à nourrir l'identité collective des groupes et organismes se reconnaissant du courant chrétien progressiste et/ou engagé socialement. Le Forum québécois théologie et solidarités réalisé en 2006 et la plus récente Commission Emmaüs (2009) ont cherché à répondre à ce besoin.

La relève :

À la fragilisation accélérée des organismes et groupes chrétiens socialement engagés et aux défis nommés précédemment – marginalisation importante de ce courant chrétien, financement difficile, questionnement sur l'héritage et crise du langage -, la question de la relève s'ajoute et prend un certain caractère d'urgence. À l'heure actuelle, dans nos organismes et groupes chrétiens, les jeunes générations sont peu ou pas représentées. Les mouvements-jeunesse, avec les défis financiers et la nécessité rencontrée là aussi d'actualiser leur mission, regroupent un nombre relativement restreint de membres actifs. Tant et si bien que la question de la survie des organisations chrétiennes engagées se pose elle aussi à relativement court terme: dans 10 ans, est-ce que plusieurs de ces groupes auront tout simplement disparus ou auront-ils trouvé d'autres façons de rejoindre les plus jeunes générations et de les rejoindre sur des terrains qui

sont les leurs, tout en leur proposant quelque chose de la spiritualité chrétienne et du courant d'engagement social qui y est lié³¹?

Conclusion :

Au cœur de la conjoncture sociale présentée plus haut, la question du vivre-ensemble et du tissu social à recréer représente un enjeu central et important. En ce sens, l'éclatement observé des visions et options politiques appelle la recherche de valeurs communes aptes à rallier les citoyenNEs, tout comme l'accroissement des inégalités et des reculs démocratiques que seule la construction de nouvelles solidarités pourra renverser.

Dans le champ pastoral ou spirituel, notre analyse nous a conduits à dépeindre à divers niveaux un mouvement de décroissance posant la question de quoi l'avenir sera fait. Simultanément, certaines initiatives voient le jour et représentent des petites pousses, fragiles et marginales³², à partir desquelles du nouveau pourrait émerger...

La double identité de Béati, socialement et chrétiennement engagée, la situe au cœur des défis précédemment nommés. Elle ouvre sur des interpellations possibles entre ces deux univers où la contribution de chacun est nécessaire pour dénoncer les impasses actuelles et construire une société plus juste, respectueuse de la diversité citoyenne et orientée vers le bien commun.

¹ Lors de la planification stratégique menée par la Fondation Béati en 2005, nous avons réalisé une démarche d'analyse similaire destinée à éclairer le choix de nos priorités sociales et pastorales couvrant la période de 2005 à 2010.

² Ont participé à la réflexion les personnes suivantes :

Alain Ambeault csv , Jacques Bordeleau, Jean-François Daigle, Élisabeth Garant, Renaude Grégoire, Lorraine Guay, Christine Husson, France Laforge, Vivian Labrie, Gérard Laverdure, Marie-Iris Légaré, France Parent, Claude Quiviger, Jean Panet-Raymond, Johanne Rheault, Denise Riel snjm, et Louise Paré.

³³ Nous faisons référence ici à la menace de plus en plus tangible de la tarification en santé au provincial.

⁴ Pétition initiée sur le site de l'Assemblée Nationale, par Amir Khadir de Québec Solidaire, ayant récolté en décembre 2010 plus de 240 000 signatures.

⁵ Chantier sur les enjeux sociaux, *Bâtir des communautés d'entraide et soutenir leur capacité d'agir*, document adopté par le conseil d'administration, septembre 2000.

⁶ L'état du Québec 2010, p. 50.

⁷ Avis du Comité consultatif de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, p.12.

⁸ Statistique Canada, Institut de la statistique du Québec, Fiches fusionnées : fiche no 13.

⁹ Le 17 octobre dernier, plus de 10 000 femmes ont marché à Rimouski, dans la foulée du mouvement lancé en 1995 lors de la marche *Du pain et des roses*.

¹⁰ Cité dans La Presse, cahier affaires. 19 avril 2010, p.4.

¹¹ Transmettre le flambeau, conversation entre les générations dans l'Église, sous la direction de Marco Veilleux, Fides, 2008. P.63 : S'adressant à une aînée, Jean-Philippe Perreault souligne : « Si votre génération garde plusieurs mauvais souvenirs de l'enseignement religieux reçu, la mienne n'en a tout simplement pas – ou si peu. Nous avons été ainsi exemptés de l'exigeant travail d'exorcisation de certains démons. (...) Dans l'opposition et la contestation, il y a de l'approfondissement et de l'appropriation qui permettent la structuration de l'identité. »

¹² On fait ici référence au projet SageTerre soutenu par la Fondation, projet alliant accompagnement philosophique et initiatives écologiques, de même qu'un article paru dans : *L'Actualité*, avril 2010, Un Québec fou de la philo!, Isabelle Grégoire.

¹³ Actes 2, 42-47.

¹⁴ Ainsi, dans l'organisme Chemins de vie, on note un nombre grandissant de 50 ans et plus intégrant les activités collectives de l'organisme.

¹⁵ Nathalie Cholette, Centre Justice et Foi. Bilan des huit groupes de discussion dans le cadre du projet : une pratique ecclésiale à transmettre et à poursuivre; l'analyse et l'engagement pour la justice sociale. Août 2009, p.3

¹⁶ Sophie Tremblay, La vie spirituelle au défi du rythme quotidien, Cahiers de spiritualité ignatienne 126 (2009), pp. 42 : l'auteur évoque un « temps mesuré, organisé, ordonné, contrôlé à large échelle », où « tout s'y juxtapose, mais rien n'y prend un relief particulier ».

¹⁷ Analyse de la conjoncture pastorale au Québec, Fondation Béati, Martine Floret, 2005. P. 3

¹⁸ Projet *Pour une réponse interreligieuse au VIH/Sida dans les communautés haïtienne et africaine de Montréal*, initié par l'organisme GAP-VIES.

¹⁹ L'Église Verte, projet initié par L'Église Unie du Canada qui vise le développement de pratiques vertes dans des communautés chrétiennes de diverses dénominations et d'une réflexion liant les enjeux environnementaux, la justice sociale et le développement d'une théologie de la création.

²⁰ Op. Cit, p. 1

²¹ Entre 1998 et 2006, la pratique religieuse hebdomadaire a presque diminué de moitié, passant de 66% à 38% chez les pré-baby-boomers, pour se situer à 4,1% chez la génération Y (né entre 1976 et 1990). Modernité et religion au Québec, Chapitre 6 : Permanence et recomposition de la « religion culturelle » E. Martin Meunier, Jean-François Laniel et Jean-Christophe Demers, Tableau 29, p.125.

²² Rapport du comité exploratoire sur le projet d'initiatives ou de création de ressources visant à favoriser l'analyse sociale et « théologique » liée aux pratiques des organismes du ROJeP, Michel Beaudin, pour le comité exploratoire, Août 2010, p.11

²³ Grégory Baum, Texte de la Conférence donnée à l'occasion du 50^{ième} anniversaire de l'Entraide missionnaire, *Le rôle créateur des minorités dans l'Église*, 19 pp.

²⁴ Durant le Congrès de Campagne Québec-Vie à Québec le 15 mai 2010 le Cardinal Ouellet a affirmé que l'avortement ne devrait pas être pratiqué, même en cas de viol.

²⁵ Modernité et religion au Québec, Chapitre 5 : Mémoire sélective et tradition, Maurice Boutin, p.69.

²⁶ En mars 2006, le Centre Culturel Chrétien organisait un Colloque intitulé *Écrire dans la marge*, où 150 chrétienNEs insérés dans des communautés chrétiennes alternatives prenaient la mesure de leur apport original. Environ la moitié des groupes et organismes présents se situaient dans la lignée du courant social chrétien.

²⁷ Nommons à titre d'exemples : le Centre Justice et Foi, le Centre St-Pierre, le Centre In'Afu, la Petite Maison de la Miséricorde. Pour certaines communautés religieuses, la transmission et pérennisation de leur mission a donné lieu à la création de réseaux laïcs d'associés à la spiritualité et à la mission issue du fondateur ou de la fondatrice de la communauté en question.

²⁸ Entre autres, nommons le Centre St-Pierre, Jeunesse du Monde, le CPRF (anciennement le CPMO), le CAPMO de Québec et le Centre Victor-Lelièvre.

²⁹ Op. Cit. Grégory Baum identifie quelques uns des courants théologiques ayant influencé dans les dernières décennies les militantEs chrétienNEs : la solidarité universelle, l'option pour les personnes en situation de pauvreté et la lutte contre la pauvreté, l'engagement pour l'égalité entre les hommes et les femmes et notre proximité d'avec le mouvement communautaire.

³⁰ Rapport du comité exploratoire du ROJeP, Op. Cit., p. 27-28.

³¹ Le Centre Justice et Foi a récemment mis sur pied une activité destinée aux 30-45 ans qui retrace dans les quartiers de Montréal l'histoire de ceux et celles, incluant les communautés religieuses, qui ont été « Artisans de solidarité ». Cette activité, ayant connu un succès important, démontre un réel intérêt de la part des jeunes envers l'histoire de l'engagement social et son apport à la vie sociale telle qu'on la connaît.

³² Le Journal web mensuel, Sentiers de foi, a pour mission de rendre visibles ces expériences et pratiques nouvelles tentées par les milieux chrétiens.